

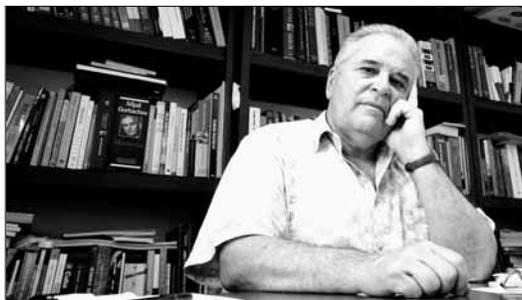
témoignages recueillis par ANGEL MIRA*

Témoignages sur les prisons cubaines

« On juge un pays à la façon dont il traite ses prisonniers »

Fedor Dostoïevski

Q U'IL S'AGISSE DE PRISONNIERS (politiques ou de droit commun), de membres de leur famille ou de représentants d'une association de défense des droits de l'Homme, ces Cubains se sont frottés au système carcéral cubain. Témoignages.



© A. de Tourmemire

Elizardo Sanchez dans sa bibliothèque

La réalité carcérale

« Je connais notre goulag, explique Elizardo Sanchez (ci-contre^[1]) en pointant sur la carte au moins quatre prisons où il a été détenu durant huit ans. Il y en a à trente ou quarante kilomètres au sud du paradis touristique de Varadero, à

* Angel MIRA est journaliste.

1. Après avoir appuyé la Révolution de 1959, Elizardo Sanchez se présente volontiers comme l'un des premiers dissidents socialistes. En 1972, il est arrêté pour avoir « critiqué le Premier ministre, le *comandante* Fidel Castro et les services de la police politique » en pointant, notamment, le « gaspillage », (un thème cher à René Dumont qui l'a, dit-il, influencé) et en se demandant publiquement pourquoi des socialistes cubains devaient être surveillés par la police... En 1978, il est expulsé de l'Université de La Havane où il enseigne le marxisme, pour avoir « des opinions contraires à ou divergentes de la politique tracée par le Parti communiste de Cuba ». Il sera donc obligé de travailler dans le bâtiment comme ouvrier – l'un des seuls métiers laissés aux parias. En 1980, il est arrêté et condamné à près de six ans de prison pour « propagande ennemie ». Sa bibliothèque l'accuse : *Chine: l'autre communisme* ou *Les guérilleros au pouvoir* du Polonais K.S. Karol, *Cuba est-il socialiste?* de René DUMONT, ou *L'aveu* d'Arthur LONDON. Tous ses livres lui sont donc également supprimés. « C'est là que j'ai le mieux connu notre goulag [sic] en passant par la grande prison de La Havane, après notre *loubianka* locale : la *villa marista*, le siège de la Sûreté de l'État ! Puis j'ai été envoyé à la prison de la Cabaña, tristement célèbre pour ses fusillades en 1959, ensuite à Combinado del Este, l'autre grande prison de La Havane, puis à Boñato, à Santiago de Cuba et enfin à Kilo 7 à Camaguey. Ensuite j'ai été arrêté une dizaine de fois à la Sûreté de l'État. J'ai été envoyé en prison, quand j'ai protesté contre la peine de mort du général Ochoa. Retour à la *villa marista* et à Combinado del Este de 1989 à 1991 ». Depuis, il a été trois fois condamné pour ses opinions. Soit huit ans derrière les barreaux. Âgé de 64 ans, dont 35 ans d'opposition, philosophe de formation, il a toujours refusé de partir en exil. Fondateur de la Commission cubaine des Droits de l'Homme et de la Réconciliation nationale, il en est aujourd'hui encore le président.

La Havane (elles sont plusieurs), à Santiago de Cuba, à Boñato ou encore à Camagüey ».

« En 1959, il y avait treize petites prisons à Cuba, dont une seule de haute sécurité. Là même où était Fidel Castro, sur l'île des Pins (rebaptisée *Isla de la Juventud*, Île de la Jeunesse). Elles abritaient 6 000 prisonniers. Plus de quatre décennies de régime totalitaire après, Cuba compte cinquante prisons de haute sécurité ! Toutes les autres sont des « camps de travail », où les détenus sont utilisés pour la construction, l'agriculture ou le travail d'atelier. D'après les calculs de la Commission cubaine des droits de l'Homme, la plus grande île des Antilles compterait aujourd'hui environ 80 000 prisonniers pour un peu plus de onze millions d'habitants. Dans cette foule de prisonniers, il faut distinguer environ 250 prisonniers politiques, dont la grande majorité est parquée avec les détenus de droit commun ».

Marcelo López Bañobre, vice-président de la Commission des Droits de l'Homme a été condamné à quinze ans de prison lors d'un jugement sommaire. C'était l'un des 75 du Printemps noir de 2003. Il a été relâché le 20 juillet 2005, après vingt-six mois de prison. Il explique comment la Commission établit le compte des détenus sur l'île : « Nous recevons des informations grâce à des prisonniers qui nous téléphonent^[2] et témoignent : « Ici, nous sommes trois mille, là huit cents, etc. ». La surpopulation est considérable. Des prisons conçues pour cinq cents détenus en abritent trois mille ! Mais, avoir ne serait-ce que quatre-vingt mille prisonniers pour un pays de 110 000 km², c'est un record. Et dire qu'ils prétendent créer un homme nouveau ! On peut parler d'un échec de l'expérience ! »

La situation carcérale de l'île est telle que Fidel Castro, lors du discours le 17 mai 2005, a lui-même reconnu le problème en l'attribuant à... la corruption.

2. « On s'est rendu compte, explique Elizardo Sanchez, que les cinq Cubains de Miami, arrêtés aux États-Unis pour espionnage, appelaient régulièrement les chaînes de radio et de télévision cubaines depuis leurs cellules pour donner des nouvelles, lors de l'émission *Mesa Redonda*, par exemple. Ils prétendaient avoir accès aux journaux, aux livres, au téléphone, à Internet (ils échangent des mails avec la terre entière et s'expriment librement), etc. La nouvelle s'est rapidement répandue dans la mesure où même les épouses des cinq prisonniers témoignaient en disant : « Oui, ils nous appellent toutes les semaines et font preuve d'un grand courage, etc. » Alors, les prisonniers de l'île, qui regardent l'émission, se sont étonnés : « Comment dans les prisons de l'Empire, se peut-il qu'on puisse téléphoner et pas à Cuba ? » Le pouvoir a concédé quelques libertés. Ainsi, depuis deux ans, les prisons cubaines ont commencé à laisser les prisonniers téléphoner. Aujourd'hui, selon des détenus interrogés, on peut appeler de dix à vingt minutes tous les sept ou quinze jours. « Ils nous appellent car nous avons établi un système de distribution de cartes téléphoniques gratuites pour un ou deux prisonniers par prison. Ils peuvent appeler leur famille et ainsi nous dire ce qui se passe en nous appelant une fois par mois. Malgré les insinuations du gouvernement qui prétend que nous sommes payés par Washington, ce programme reçoit l'aide financière d'un pays européen qui n'est pas la France... ».

Des lois scélérates

Elizardo Sanchez explique, notamment, le surpeuplement carcéral de l'île comme la conséquence de l'article 80 du Code pénal cubain et, en particulier, de ses *Medidas de Seguridad predelictivas* ou *mesures de sécurité pré-délictuelles* [voir annexe à la fin de cet article]. Cette loi scélérate est aujourd'hui unique au monde. Calquée en 1976 sur un article du Code pénal soviétique – disparu depuis –, elle a seulement remplacé le terme de « propagande antisoviétique » (un chef d'accusation qui envoya nombre d'opposants dans les goulags) par « propagande ennemie ».

Cette loi ressemble à un vicieux hommage à la nouvelle de Philip K. Dick, *Minority Report*, dans laquelle des individus sont arrêtés avant même de commettre leur crime grâce à l'interrogation de pythies capables de voir l'avenir. Elle semble également s'inspirer de la *Loi des Suspects*, votée le 17 septembre 1793 par la Convention sur proposition de Philippe-Antoine Merlin de Douai et de Jean-Jacques-Régis de Cambacérès par laquelle « sont réputés suspects les ci-devant nobles et leurs parents, les personnages qui se sont vu refuser des certificats de civisme » et tous ceux qui « par leur conduite, leurs relations, leurs propos, leurs écrits se montrent partisans du fédéralisme et des ennemis de la liberté ». Une loi qui aurait, selon Elizardo Sanchez, été également en vigueur sous le III^e Reich...^[3] Cet article du Code pénal cubain, intitulé : « *Peligrosidad predelictiva* », permet donc, grâce à une décision administrative – donc sans jugement –, d'envoyer un individu en prison à cause de sa « dangerosité pré-délictueuse » pour des peines allant jusqu'à quatre ans de détention. Des milliers de Cubains lui devraient leur incarcération...

« Le gouvernement a tout criminalisé, explique Elizardo Sanchez. « Quelqu'un qui fabrique des chaussures et veut les vendre peut être incarcéré. Même un pêcheur qui vend lui-même son poisson. Ce « délit » s'appelle : « Activité économique en dehors de l'État »!

Il peut concerner des lois contre les voleurs de vaches. Comme le raconte l'économiste, dissident et ancien prisonnier du Printemps noir, Oscar Espinosa Chepe^[4] : « J'ai vu beaucoup de prisonniers qui ont pris vingt ans pour avoir tué une vache. J'en ai vu beaucoup ! Un porc, c'est quinze ans ! ».

3. Au lendemain de l'incendie du Reichstag, Hitler persuade Hindenburg de promulguer un décret pour « la défense du peuple et de l'État (*Schutz von Volk und Staat*). La détention peut être désormais préventive et se justifier d'une nécessité « protection » (*Schutzhaft*) contre l'ennemi intérieur.

4. Oscar Espinosa Chepe fut économiste, conseiller à l'ambassade cubaine en Yougoslavie jusqu'en 1987. Il avait déjà fait de la prison, pour avoir manifesté contre Batista dans les années 1950. Arrêté le 19 mars 2003, en vertu des lois 88 et 91, et condamné à vingt ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'État et conspiration avec une puissance étrangère ». Il a été libéré en novembre 2004, après vingt mois d'incarcération, pour raisons médicales – dont une profonde dépression.

Des procès staliniens

« Quand ils sont arrivés à la maison, raconte Milka Maria Peña^[5], ils ont tapé à la porte avec la crosse d'un pistolet. Ils sont venus avec une femme censée représenter le Parti. Elle-même a été choquée par les manières des policiers! Les agents de la Sûreté de l'État en civil filmaient tout. Ils ont pris tout ce qui concernait le projet Varela^[6] et les photos de famille. Ils nous prenaient aussi en photo. Les seules preuves qu'ils aient fournies pour accuser mon mari sont une radio « ondes courtes » pour écouter *Radio Martí* et des feuilles blanches: c'est un crime semble-t-il ici. Ils ont également trouvé une vieille machine à écrire hors d'âge. C'est tout. Mon mari n'est même pas journaliste. C'est juste qu'il ne pense pas comme le gouvernement », explique la jeune femme.



© A. de Tourneville

Leurs maris sont en prison. Milka Maria Peña, l'épouse de Luis Enrique Ferrer Garcia, l'un des 75 du Printemps noir, avec sa belle-soeur, Ana Belkis Ferrer Garcia et leur fille et nièce, Libertad.

« Le juge a demandé la peine de mort après que Luis Enrique Ferrer Garcia lui ait demandé s'il voulait signer le projet Varela. Finalement, il a écopé de la peine la plus sévère: vingt-huit ans de prison, pour atteinte à la sécurité de l'État ». Il est actuellement à Kilo 8. Âgé de 29 ans lors de son arrestation, il a eu, en juin 2003, une fille nommée Maria Libertad que sa femme berce en évoquant ses difficultés...

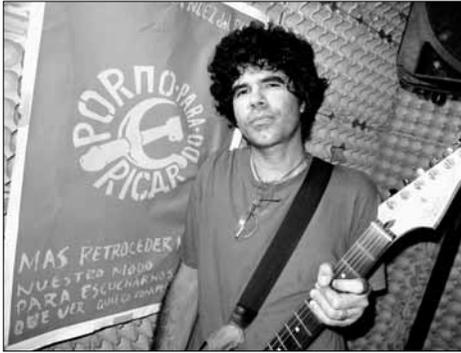
« Pour sa part, reprend Ana Belkis Ferrer Garcia, mon autre frère, José Daniel, a été condamné à vingt-cinq

ans! Il n'avait même pas d'ordinateur chez lui. Ils n'ont trouvé que des vidéos. À Puerto Padre, où il vit, ils ont juste découvert des tracts du projet Varela et des photos de notre mouvement prises à l'église ».

« Les avocats, raconte-t-elle, nous coûtaient cinq cents pesos (soit environ vingt dollars, soit le salaire mensuel moyen cubain). C'est du vol à main armée. Tu te ruines, mais ils ne peuvent rien faire. Les témoins appelés à la barre mentaient sous la pression du gouvernement ».

5. L'épouse de Luis Enrique Ferrer Garcia, l'un des 75 du Printemps noir.

6. Il visait à obtenir assez de signatures pour convoquer un referendum sur le caractère démocratique de certains articles de la Constitution



© A. de Tourneville

Gorki Aguila, leader du groupe «dissident» Porno para Ricardo et «poil-à-gratter» du régime, est sorti de prison après avoir purgé une peine de deux ans pour avoir revendu de la drogue à une spectatrice.

Gorki Aguila, n'a pas eu plus de chance. Chanteur de rock cubain anti-Castro, il a, lui aussi, été envoyé en prison. Son groupe, Porno Para Ricardo, créé en 1998, n'a pas immédiatement parlé politique. Mais, en 2003, Gorki a reçu une lettre du gouvernement l'enjoignant de changer le nom du groupe et les paroles de certaines de ces chansons. Refus. Quelques jours plus tard, il a été arrêté après une de ses prestations les plus provocantes lors du festival annuel du rock de Pinar del Rio. Dénoncé par

une spectatrice à qui il aurait vendu une pilule d'amphétamine, il fut immédiatement incarcéré dans une prison de haute sécurité. Lors du procès public, l'accusation ne put présenter de preuve, mais s'orienta vite sur le caractère « antisocial » du rock. Gorki, reconnu coupable de trafic de drogue, fut condamné à quatre ans de prison.

Pour les procès du Printemps 2003, explique Marcelo López Bañobre^[7], « chaque province a ouvert ses tribunaux. Nous étions six opposants jugés ensemble. J'ai rencontré mon avocate deux heures avant le procès. Tous les dissidents ont connu leur avocat (commis d'office) le jour du procès. Parfois dix minutes avant. Le problème des avocats, c'est que même s'ils assument, ils ont une peur terrible des représailles. Ils peuvent, par exemple, être radiés du barreau. Finalement, j'ai été condamné à quinze ans sous le motif d'« agissements et d'atteinte à l'intégrité et à l'indépendance de la nation cubaine [...] » Les États-Unis vous aidaient-ils? m'ont-ils demandé. « Non. La moitié de la planète s'est mobilisée pour soutenir les dissidents! Si un pays nous soutient – quel qu'il soit –, il devient « un soutien étranger, impérialiste ou l'un de ses satellites ».

Peine de mort

« Ils sont environ cinquante dans les couloirs de la mort, explique Elizardo Sanchez. Ils en ont déjà fusillé des milliers. Certains disent entre cinq mille et huit mille. Ici,

7. Vice-président de la Commission cubaine des droits de l'homme et de réconciliation nationale (CCDHRN).

constate tristement Elizardo Sanchez, nous pensons plutôt à cinq mille, dont la majorité pour des motifs politiques. Trois condamnés ont été fusillés en 2003 après avoir tenté de détourner une petite embarcation du port de La Havane, afin de s'enfuir. L'un d'eux avait vingt-deux ans, les autres étaient un peu plus vieux. Cela a été très sommaire. Ils ont été jugés et exécutés en huit jours. Depuis, il n'y a pas eu d'exécution. Mais la peine de mort est maintenue et elle peut être réutilisée n'importe quand. J'ai vu un homme détenu avec moi, partir pour être fusillé pour un motif politique ».

Des geôles sordides

D'après Elizardo Sanchez, généralement, « les cellules sont très délabrées. Les cellules de punition sont pires ». C'est pour cela, selon lui, que, depuis près de vingt ans, les autorités cubaines ne permettent pas à la Croix-Rouge, Amnesty International ou Human Right Watch d'entrer dans le pays depuis près de vingt ans. En 1988, à l'occasion d'une petite ouverture, « il y eut une permission exceptionnelle et très publicitaire. La Croix-Rouge a fait un rapport secret à Cuba (et une proposition d'aide à l'amélioration des lieux de détention)... qui n'a pas plu. Ni la Croix-Rouge ni Amnesty n'ont jamais pu revenir. Le gouvernement sait qu'il doit bien cacher ce goulag. Bien sûr, il y a eu le livre d'Hubert Matos⁸. Mais les conditions de détention, aujourd'hui, sont bien pires ».

« Les cellules, dit-il, mesurent moins de trois mètres sur deux. Elles devraient être individuelles. Mais le gouvernement y met trois personnes, et parfois plus. Dans les prisons les plus anciennes, les murs suintent et dégoulinent d'eaux souillées ».

Marcelo López Bañobre se souvient : « Le matin, tu attends dans ta cellule. Tu peux lire. À ceci près que, dans certaines d'entre elles, construites pour quatre, on est douze ! D'où les problèmes d'hygiène. On a en prison – comme dans toute l'île, d'ailleurs – un gros problème avec les eaux sales. Le réservoir d'eau était sans doute insalubre. J'ai eu des parasites plusieurs fois. Il n'y a pas de douche. L'eau arrive par un trou dans la cellule et on s'y lave. Le gouvernement n'investit pas énormément là-dedans. Et dire qu'il se vante d'avoir les meilleures prisons du monde ! »

Gorki Aguila, lui, était soumis au semi-isolement, insuffisamment nourri et obligé de partager une cellule de deux mètres cinquante sur un mètre cinquante, sans accès à l'eau. Ensuite, dit-il, « j'ai été en prison à Pinar del Rio durant sept mois. C'était infernal. J'ai connu là-bas deux dissidents du groupe des 75 condamnés de 2003 :

8. *Et la nuit est tombée*, Les Belles Lettres, Paris, 2006.

Hector Palacio et Oscar Elias Biscet. Ma nouvelle cellule mesurait deux mètres sur trois. On y vivait à trois. On ne pouvait pratiquement pas bouger. [...] Il n'y avait pas d'eau. Pourtant, l'humidité était telle que quand on touchait l'un des murs, cela nous mouillait. Je suis sorti de là avec des problèmes respiratoires ».

« Un cachot mesure deux mètres sur deux, on y diffuse du reggaeton à fond, de 8 heures à 22 heures, je ne sais pas comment mon frère n'est pas devenu fou », se demande Ana Belkis Ferrer García.



Julio César López Rodríguez, le coordinateur national du Parti démocratique 30 de Noviembre Frank País, malgré sa peine de prison, continue à rassembler les dissidents.

Ici dans une petite bibliothèque indépendante, ils forment de leur main un « L » pour « Liberté ».

« J'ai d'abord passé six mois dans le département technique d'investigation, dans la municipalité de Boyeros, sur les hauteurs de La Havane, se rappelle, pour sa part, Julio Cesar Lopez⁹. Dans une cellule de deux mètres sur trois à trois, parfois quatre personnes, sans fenêtre, avec un unique lit en fer. Un trou par terre en guise de sanitaire. Parfois on me sortait dix minutes « au soleil », dans une autre pièce où... il n'y avait pas de soleil.

« Les conditions d'hygiène étaient déplorables. Ces cellules sont faites pour te détruire psychologiquement. On avait une douche à l'intérieur, mais il n'y avait de l'eau que le matin ou le soir pendant dix à vingt minutes. [...] À la prison « Canaleta » à Matanzas, où j'ai passé un peu plus d'un an, il y avait des rats et des sanitaires insalubres d'où ne coulait que de l'eau putride », explique le dissident.

9. Président du *Movimiento Plantados Hasta la Libertad de Cuba* (MPLC) ; un mouvement qui vient en aide aux prisonniers politiques. Il est aussi président du plus vieux parti de l'opposition: le *Partido Democrático 30 de Noviembre* « Frank País » qui existait avant 1959 contre Batista. À quarante-six ans, il fait partie de l'Assemblée populaire. Il est partisan d'une ligne dure d'opposition (et non de dissidence) de désobéissance civile non-violente. « Nous voulons, dit-il, un changement pacifique, sans expropriations, sans fusillade comme en 1959, etc. » Il préside, enfin, le mouvement d'opposition du « 24 de Febrero » (date anniversaire du début de la « Guerre nécessaire » qu'organisa José Martí en 1895, et également de la mort de quatre personnes en 1996, du groupe *Hermanos al Rescate* – leurs deux avionnettes, en provenance de Miami, avaient alors été prises en chasse par l'armée de l'air cubaine).

« On doit apporter des sacs en plastique à mes frères car il n'y a pas de sanitaire dans la cellule, rapporte Ana Belkis Ferrer Garcia. Les détenus font leurs besoins dans un sac en se cachant des autres puis jettent le sac dehors ».

« Il y a énormément de mouches, décrit Oscar Espinosa Chepe. À Guantanamo, ils déposent un seau d'eau trois fois par jour. Les conditions de vie y sont dantesques [...]. Les cellules sont tellement peuplées qu'on doit dormir par terre. Je réussissais à dormir sur une planche eu égard à mon âge (soixante-sept ans). La lecture est très restreinte. Les gardiens lisent ton courrier. Ils ne laissent passer que certains livres : des discours de Fidel Castro, des livres d'histoire. De toute façon, à Cuba, même quand on est en liberté, beaucoup de livres sont interdits ».

La violence

« Les gardes traitent très mal les prisonniers. Ils sont très violents », affirme Julio Cesar Lopez. « Les règles sont cruelles et dégradantes. La brutalité des gardes est constante, confirme Elizardo Sanchez. Une des prisons les plus terribles s'appelle Kilo 9 à Camaguey. Les gardes ont des armes automatiques, des armes de guerre. À Combinado del Este, quand j'y étais, un type s'est fait abattre. Entre deux murailles, il y a des chiens en liberté, dressés pour l'attaque.

« Ils ont battu mon mari pour qu'il arrête sa grève de la faim » assure Milka Maria Peña. La cohabitation avec les autres détenus est problématique. À Kilo 8, où les détenus viennent de tout le pays, certains se coupent les veines, se mutilent ou se brûlent avec du pétrole ! Un prisonnier atteint du sida a demandé un régime alimentaire plus riche¹⁰. On le lui a refusé : il s'est suicidé. Ils se battent entre eux pour des bêtises et parfois même, ils s'entre-tuent. Mon mari m'a raconté qu'ils avaient envoyé de force un détenu dans un secteur où il avait des ennemis. Malgré les protestations et les avertissements du prisonnier, les gardiens l'ont forcé. Il a été étranglé. Ses affaires ont été immédiatement volées. Même ses chaussures ».

« Mais la palme revient aux gardes. Ils frappent les prisonniers. Quand l'un d'eux se plaint d'un mal de tête ou des conditions de détention, ils débarquent dans sa cellule et le tabassent à mains nues, à coups de matraque, de pied ou de barre de fer. Ils lui cassent des membres ou le crâne... L'un des prisonniers s'est enfoncé un clou dans la tête pour attirer l'attention. Mon mari l'a su car le couloir était maculé de sang ».

10. Comme c'est l'usage hors de prison.

Marcelo López Bañobre a eu plus de « chance » dans sa prison : « Ils ne te touchent pas un cheveu. Ils pratiquent ce qu'on appelle la torture blanche ou la torture psychologique. Ils ne te laissent pas dormir. Tu es enfermé dans une petite cellule sans fenêtre pendant des jours avec la lumière allumée continuellement. Tu n'as le droit ni de lire, ni de parler. Ils essaient de te déstabiliser. J'ai passé un mois là-bas traité ainsi. Jusqu'à la parodie de procès que nous avons tous eue. »

« En prison, poursuit-il, ils ont également essayé de nous influencer. Mais ils devraient savoir que si on en est là, c'est qu'on assume nos opinions. Alors, je leur ai demandé de se taire. On ne permettait pas qu'ils viennent essayer de nous parler. Ils nous attaquaient en disant qu'on ne respectait pas le système rééducatif. Alors ils nous envoyaient dans des cachots sans fenêtre... ».

Relation avec les familles : l'éloignement et les visites

« Les prisonniers ont droit à une visite par mois au mieux, déclare Elizardo Sanchez. Sinon, c'est tous les deux, trois ou quatre mois. J'ai eu pour ma part droit aux visites mensuelles, puis tous les quatre mois. J'avais droit à deux heures ».

Ana Belkis Ferrer Garcia, la sœur de Luis Enrique et de José Daniel Garcia, tous deux emprisonnés lors du Printemps noir raconte son calvaire : « Je vis à quatre-vingts kilomètres de la prison de Santiago de Cuba. Mais ma belle-sœur, elle, doit parcourir plus de quatre cents kilomètres pour voir son mari. Grâce à des bus chinois que vient d'acheter le gouvernement et dont les trajets coûtent une fortune, on ne met « que » six heures. Généralement, en train, c'est plutôt vingt heures.

Jose Daniel est toujours en quartier de haute sécurité. Au début les visites n'étaient autorisées que tous les trois mois. Mais depuis 2004, on ne peut le voir que tous les quatre mois. C'est la Sûreté d'État qui décide des visites si la famille se « comporte bien » : si on ne parle pas, si on ne manifeste pas, en particulier à Sainte Rita, dans la 5^e Avenue le dimanche avec les autres Dames en blanc¹¹, etc. Si on ne se tient pas tranquille, ils augmentent le délai entre chaque visite. Et le pauvre détenu ne voit pas pratiquement pas ses enfants ».

J'ai passé neuf mois sans voir mon frère. Il a été puni car il n'obéissait pas à l'ordre de porter l'uniforme des délinquants de droit commun. Il a refusé, et finalement, ils l'ont déshabillé de force pour lui mettre l'uniforme et l'humilier. Le jour des visites, ils

11. « Les Dames en blanc » : groupe rassemblant des femmes de prisonniers qui demandent la libération des 75 du Printemps noir – dont 59 sont encore en prison. Le mouvement est complètement indépendant politiquement et vis-à-vis de l'Église, même s'il se réunit à Santa Rita, une paroisse de Miramar, chaque dimanche.

lui disaient de porter l'uniforme. Dans le cas contraire, il ne verrait pas sa famille qui s'était déplacée. Il refusait, et on repartait donc sans l'avoir vu.

« Quant aux visites conjugales, confesse Milka Maria Peña, elles avaient lieu tous les quatre mois et maintenant c'est tous les cinq mois. À Kilo 8, c'est dans une pièce déprimante. À la prison de Mar Verde, les époux se voient dans un bureau ».

De son côté, Julio Cesar Lopez y avait droit « tous les vingt et un jours pour une durée de deux heures. On n'a pas le droit de se toucher, le garde est à côté, il te regarde et écoute tout ».

« D'autres "Dames en blanc", explique la journaliste et femme d'un ancien prisonnier, Miriam Leiva^[12], viennent de province à La Havane pour les grands événements tels que les anniversaires ou la fête des pères. Ces femmes de prisonniers sont gênées chez elles par des informateurs ou des responsables politiques qui viennent leur parler et les menacent à mots couverts. Ils les forcent même à descendre des trains et des bus ! Ou alors, ils leur confisquent leurs papiers, afin qu'elles ne puissent se déplacer ».

« Ils ont tenté de faire pression sur nous en espaçant les visites – y compris conjugales – tous les quatre mois. Les gardiens, reprend Marcelo López Bañobre, nous harcelaient. Ils essayaient de brimer nos familles qui venaient, en nous volant une partie de ce qu'on nous apportait. Comme d'habitude, ils nous ont envoyés dans des prisons loin d'elles. Or, il n'y a pas de moyen de transport sur l'île. Pour une visite à midi, mon épouse partait à sept heures du matin... ».

Ana Belkis : « Pour aller de Santiago de Cuba à La Havane, soit près de mille kilomètres, le trajet en train dure vingt-quatre heures. Sans eau, sans nourriture. S'arrête-t-il ? Oui, quand la locomotive tombe en panne. Il faut alors attendre qu'on en trouve une qui fonctionne ». Elle-même a été écrouée dans un poste de la Sûreté de l'État à La Havane. « Je suis arrivée sous les insultes. J'ai conservé mes vêtements mouillés après un orage afin d'éviter des plaisanteries scabreuses des agents. J'étais dans un souterrain. C'était noir : ni lumière, ni fenêtre. J'étais enfermée dans une cellule avec une fille prise pour des histoires de drogue et une *jinetera* (prostituée). Il y avait une planche recouverte d'un mince matelas de plume. [...] Je suis restée là deux jours. J'ai su que c'était la nuit quand j'ai vu des moustiques et des cafards sortir. J'ai dormi en me bouchant les oreilles, pour éviter qu'ils n'y rentrent et que cela s'infecte. [...] Ils m'ont servi six cuillerées de riz le soir. Le lendemain pour le petit-déjeuner, j'ai eu un

12. Journaliste indépendante et « dame en blanc », elle est mariée à l'économiste et dissident Oscar Espinosa Chepe (v. p. 101).

tout petit morceau de pain: dur comme un caillou, avec un sirop périmé et chaud. [...] Ils m'ont proposé de sortir si je signais une lettre qui m'accusait¹³. J'ai refusé. Je suis finalement sortie. Les policiers m'ont conseillé de faire attention à moi... à cause du cyclone ».

La nourriture

« La plupart du temps, il y avait une sorte de hachis sanguinolent. [...] La nourriture... c'était inconcevable. Une fois pas mois ils l'amélioraient avec un morceau de poulet frit. De toute façon, c'est le poulet qu'ils devaient me donner d'après ma *libreta* (carte de rationnement). [...] Ils commençaient à cuisiner à trois heures du matin car c'était une prison énorme. La mauvaise odeur, un parfum de pourriture, me réveillait tellement elle était nauséabonde », se souvient Gorki Aguila.

« La nourriture était dégoûtante, confirme avec une moue Marcelo López Bañobre. À cinq heures du matin, ils font l'appel. On doit se poster devant sa cellule. Ils servent le petit-déjeuner: un jus, de l'eau sucrée. Ensuite pour le déjeuner, on nous sert une soupe très légère ou des haricots noirs noyés dans de l'eau. Parfois, des petits sandwiches. À midi, le plat habituel c'est du riz ou des haricots avec un petit sandwich ou du poisson. Des aliments toujours servis en mauvais état. Le soir, c'est souvent pareil... et le lendemain aussi... Mais il faut les comprendre: c'est dur de bien nourrir cent mille prisonniers! », lâche-t-il avec un sourire édenté.

« L'alimentation est très mauvaise, déplore Julio Cesar Lopez. Un pâté de soja pourri, mélangé avec du sang de bœuf ou de porc. C'est comme une pâte qui sent très fort. Un peu de riz, avec des vers. De temps en temps, un œuf dur. Tous les quinze jours, ils te donnent un petit morceau de poulet. Je ne pouvais pas manger ça car j'ai beaucoup de problèmes d'ulcère et de cœur. Ma famille m'apportait donc de quoi survivre. Du lait par exemple, car ils ne t'en donnent jamais [...] La famille peut apporter de la nourriture. Mais, tous les quatre mois... ».

« Le matin, explique Elizardo Sanchez, c'est un petit morceau de quelque chose qui ressemble à du pain. De temps en temps de l'eau sucrée. Ensuite, en fin de matinée, un repas qui tiendrait entier dans une main: un peu de riz, des haricots, généralement avec des vers. Parfois un petit morceau de ces poissons qu'on retrouve morts près des barrages et qui ont été mal conservés. En fin d'après-midi, ils te donnent un repas semblable. Puis, plus rien jusqu'au lendemain ».

13. Au bout de trois lettres dites de *Peligrosidad*, l'individu est envoyé en prison sans jugement.

« Ils ne font pas exprès de laisser les vers dans le riz. C'est juste que, souvent, on sert en prison des rations militaires dont la date de péremption est passée. Seule la viande périmée ne vient pas jusqu'aux prisonniers. Ils reçoivent tous les quinze jours un petit morceau de poulet ».

« L'État maintient tous les prisonniers sous le minimum vital. Ils sont sous-alimentés et ne bénéficient que de peu d'attention médicale. Ils ont peu ou pas de savon, de vêtements. Encore moins de chaussures. Dehors, certes, il y a des « difficultés ». Mais dedans c'est le pire. C'est la règle des miasmes : pas d'hygiène ».

Les autres conditions de vie

« À part un short et un t-shirt chaque semestre ou chaque année, tu dois tout apporter en prison : les tongs, les draps, le savon. Et même un seau, car l'eau n'est distribuée par un tuyau que de temps en temps. Le gouvernement ne te donne rien raconte Gorki Aguila.

« On doit apporter des aliments, car la nourriture est déplorable. Nous lui apportons du lait, du sucre, des gâteaux et tout ce qu'on peut trouver. Même du dentifrice qui n'est distribué que deux fois par an, précise pour sa part Ana Belkis. Nous apportons du savon, des produits de nettoyage, des lames de rasoir, du shampoing, de la mousse à raser. Pour José Daniel, qui est en cellule de punition, c'est pire car, par exemple, ses slips mettent trois jours à sécher. Il a aussi eu des éruptions de boutons dues à l'humidité de la pièce. Il a fallu changer tous ses vêtements et ses draps pour se débarrasser du parasite ».

« Mon frère, raconte Ana Belkis Ferrer Garcia, a été envoyé au mitard car, le 19 mai, il a célébré l'anniversaire de la mort de José Martí en faisant circuler à travers la prison un petit message écrit à la main. Il enjoignait ses codétenus de ne pas collaborer avec le régime mais de se défendre et signer le projet de Varela, etc. Il vivait alors avec sept autres détenus dans une petite cellule de 5 mètres sur trois mètres cinquante ».

« Quand ils ont emmené mon mari au mitard, poursuit Milka Maria Peña, il ne pouvait dormir que sur une mince couche de ciment de laquelle il lui arrivait de tomber en raison de son étroitesse. Il était dévoré la nuit par les moustiques. Or ici la dengue est très virulente. Le premier jour, ils l'ont laissé vingt-quatre heures sans eau ni nourriture. Depuis, ils l'ont mis à l'isolement pour éviter les contacts avec les autres et fait en sorte qu'il n'ait pas accès aux nouvelles. Il est donc en grève de la faim. C'est, selon lui, le dernier recours pour faire pression sur la direction de la prison et empêcher les abus des gardiens sur les prisonniers ».

« Il est très difficile d'assister à la messe en prison. Le gouvernement, rapporte Miriam Leiva, n'a que rarement autorisé l'assistance religieuse aux prisonniers ».

« Ils surveillaient tout et ne laissaient passer que les livres religieux. Le soir, quand on n'était pas puni, on pouvait voir la « *Mesa redonda* »¹⁴ raconte Julio Cesar Lopez.

Elizardo Sanchez se rappelle qu'« il y avait un téléviseur dans le réfectoire pour cent à cent vingt personnes... Sinon « on peut lire ce que le gouvernement t'autorise à faire rentrer. C'est-à-dire, généralement les livres publiés à Cuba. Si ça vient de l'étranger, c'est confisqué! Il y a parfois une bibliothèque, mais elle ne fonctionne pas. Il n'est pas de leur intérêt que les détenus lisent. Ce sont les livres que la famille apporte. Pourtant, Fidel Castro a eu, lui, tout le loisir de se faire une culture politique dans une prison de Batista, comme il l'a, lui-même, avoué dans un de ses ouvrages... ».

Le statut des prisonniers

« Cuba aurait le plus haut taux de prisonniers de conscience du monde: soixante-quatre sur deux cent quatre-vingt-trois prisonniers politiques », d'après Marcelo López Bañobre. Mais même ce dernier chiffre est sujet à caution car des prisonniers politiques sont jugés comme des délinquants. « D'autant que notre pays, précise-t-il, ne subit aucune violence politique. Dernièrement, raconte le vice-président de la Commission des droits de l'Homme, la liste s'est réduite. Autrefois, dans les années 1990, la liste de ces prisonniers occupait quarante pages, au lieu de douze aujourd'hui. Tout cela s'est fait grâce à la pression internationale. Mais je peux être arrêté demain... Ici, même des parlementaires européens ont été emprisonnés, des Tchèques, je crois ».

Des prisons pires que sous Batista

« Fidel a pu chasser Batista car, à l'époque, le pluralisme existait, rappelle Gorki Aguila. Il a de la mémoire et a donc interdit la dissidence. Il réprime et envoie les dissidents en prison sans leur donner le statut de prisonnier politique ».

Une réalité confirmée par Oscar Espinosa Chepe: « Sous Batista, j'ai été incarcéré six mois pour sabotage. Sous Fidel, j'ai écopé de vingt ans, juste pour avoir écrit! Sous Batista, au moins, on respectait la Constitution de 1940 qui imposait la séparation

14. La *Mesa redonda* (« Table ronde » en français) est une émission politique de la chaîne d'État qui commente et illustre l'information dans la lignée de *Granma*.

entre prisonniers de droit commun et politiques. Les prisonniers politiques étaient regroupés. Aujourd'hui, on les sépare ! Fidel Castro, quand il était jeune, a pu répondre à des interviews dans sa cellule ! Et quand il est sorti, il s'est empressé de donner une conférence de presse ! Aujourd'hui c'est impensable ! [...] J'ai été emprisonné à Guantanamo, à Boniato, à Santiago de Cuba et dans le quartier de haute Sécurité de Boniatico à La Havane. Des prisons normalement réservées aux prisonniers condamnés à de longues peines... ou à mort. Le gouvernement nous mélange avec des détenus dangereux, pour nous rendre le séjour encore plus dur. »

Julio Cesar Lopez poursuit : « Ils mélangent toujours les prisonniers politiques avec les prisonniers de droit commun. À Cuba, on te dit que tu n'es pas un prisonnier politique : nous sommes des mercenaires », disent-ils. Quand tu viendras voir ma maison, tu verras si c'est la maison d'un mercenaire qui reçoit de l'argent : tout s'écroule, la pluie pénètre, etc. ».

La santé

« La santé en prison est déplorable. Certains détenus sont morts par manque de soins », déclare le Dr Darsi Ferrer, médecin dissident et directeur d'un centre de santé indépendant à La Havane. « Il y a beaucoup de maladies à l'intérieur », confirme Julio Cesar Lopez.

« J'avais beaucoup de petits boutons rouges dus à une allergie », déplore Gorki Aguila.

« L'attention médicale est très déficiente, se souvient Marcelo López Bañobre. C'est aussi un moyen de pression. Ils s'occupent de vous quand bon leur semble. J'ai pu sortir avant la fin de ma peine pour raison médicale. Du groupe des 75, seize ont été relâchés. Pour des raisons médicales ou simplement parce que des campagnes internationales les appuient et que, de toute façon, la maladie est un facteur aggravant. [...] En prison, on vous arrache une dent avec une cuillère ! Souffrance garantie ! Officiellement, c'est parce que le gouvernement n'a pas d'argent. Or, Cuba passe pour être le pays où il y a le plus de médecins par habitant. L'ennui, c'est qu'ils sont tous au Pakistan ou en Bolivie. Tout cela pour maintenir une situation internationale confortable !... ».

« On n'a que de l'eau non potable, dans tous les cas. Tous les prisonniers souffrent de parasites à cause de l'eau ou des aliments en mauvais état », confirme Elizardo Sanchez.

« Les détenus ont des infections, des diarrhées, des vomissements, la grippe, etc. Mon mari avait 40° de fièvre : comme il n'y a pas de médicaments, ils lui ont fait

prendre un bain d'eau froide à l'infirmerie... C'est donc aux familles d'apporter des médicaments. C'est incroyable, mais c'est vrai », s'insurge Milka Maria Peña en tapotant le dos de sa fille agrippée à son épaule...

Après la prison : la pression

Après la prison, la pression continue pour Gorki. Libéré en conditionnelle en 2005, il est la cible, à plusieurs reprises, de rassemblements « spontanés » – organisés par le pouvoir. La foule le conspue aux cris de « délinquant social ! ». Plus tard, les salles cubaines lui sont interdites. Porno Para Ricardo n'a même plus le droit de répéter dans l'appartement que Gorki partage avec son père, dans une chambre tapissée de centaines de boîtes d'œufs grises... Les quatre musiciens sont aujourd'hui obligés d'enregistrer leurs titres en secret « pour ne pas les oublier ! ».

Gorki se sent toujours menacé. « Le chef du CDR, dit-il, habite l'étage du dessous. N'importe quelle voisine peut aussi me dénoncer. Tu ne peux faire confiance qu'à très peu de gens. Dans ce pays, tu vis sans cesse dans la peur. Ne va pas croire qu'en dehors de La Havane c'est moins surveillé. C'est bien pire à Santiago par exemple, où le communisme connaît un peu plus de popularité, car les gens sont fiers que la révolution soit née là-bas ».

Angel Mira

MESURES DE SÉCURITÉ PRÉ-DÉLICTEUSES

(extraits du code pénal cubain)

Article 78

Il peut être imposé à toute personne déclarée en état de dangerosité au cours de son procès, l'une des mesures de sécurité pré-délictueuse suivantes, la plus adaptée à son cas :

- a) mesures thérapeutiques,
- b) mesures rééducatives,
- c) mesures de surveillance de la part des organes de la Police Nationale Révolutionnaire.

Article 79

1. Les mesures thérapeutiques sont :

- a) l'internement dans un établissement psychiatrique ou de désintoxication ;
- b) l'assignation à un centre d'enseignement spécialisé avec ou sans internement ;
- c) un traitement médical en milieu externe ;

2. Les mesures thérapeutiques s'appliquent aux aliénés ou retardés mentaux dont l'état est dangereux, aux alcooliques et aux toxicomanes ;

3. L'exécution de ces mesures perdure jusqu'à ce que disparaisse l'état dangereux du sujet concerné.

Article 80

1. Les mesures rééducatives sont :

- a) l'internement dans un établissement spécialisé de travail ou d'études
- b) la mise à disposition d'un collectif de travail pour le contrôle et l'orientation de la conduite du sujet en état dangereux

2. Les mesures rééducatives s'appliquent aux individus antisociaux.

3. La durée de ces mesures est d'un an minimum et de quatre ans maximum.

Article 81

1. La surveillance par les organes de la Police Nationale Révolutionnaire consiste dans l'orientation et le contrôle de la conduite du sujet dangereux par des fonctionnaires des organes en question.

2. Cette mesure est applicable aux alcooliques, toxicomanes et aux individus antisociaux

3. La durée de ces mesures est d'un an minimum et de quatre ans maximum.

Article 82

Le tribunal peut imposer la mesure de sécurité pré-délictueuse adaptée à la catégorie qui lui correspond, fixer sa durée dans les limites indiquées selon chaque cas, et déterminer si elles impliquent ou non détention selon la gravité de l'état de dangerosité du sujet et les possibilités de sa rééducation

Article 83

Au cours de l'exécution de la mesure de sécurité pré-délictueuse, le tribunal peut à tout moment changer la catégorie ou la durée de celle-ci ou la suspendre à la demande de l'organe chargé de son exécution ou d'office. Dans ce dernier cas, le tribunal sollicitera un rapport à l'organe d'exécution en question.

Article 84

Pour son exécution, le tribunal communiquera aux organes de prévention de la Police nationale Révolutionnaire les mesures de sécurité pré-délictueuses qui doivent s'accomplir en liberté.